

POINT FORT

«Le risque de l'érosion des accords bilatéraux, c'est la désindustrialisation de la Suisse»

PARLEMENT. Gel des effectifs de l'Etat, coupes dans les dépenses... Damien Cottier durcit le ton. Le chef du groupe PLR à Berne défend aussi les accords avec Bruxelles, clés de la prospérité.

Jonas Follonier

C'était d'abord une idée portée par l'UDC: désormais, les libéraux-radicaux souhaitent également empêcher toute augmentation de postes au sein de l'administration fédérale. Selon Damien Cottier, chef du groupe PLR au Parlement, il s'agit de «mettre le gouvernement sous pression» et ainsi casser le réflexe d'une hausse des prélèvements obligatoires pour financer de nouvelles charges. Le conseiller national neuchâtelois dit constater un «manque de volonté politique pour prendre des décisions difficiles», afin notamment d'assainir les finances fédérales. D'après lui, la session de printemps qui s'ouvre lundi sera un test pour l'attitude du Centre à cet égard. Entretien.

■ **Le gel des effectifs de l'administration figure parmi les récentes revendications du PLR. C'est pourtant le chef du groupe UDC Thomas Aeschi qui a déposé une motion en ce sens, acceptée en décembre avec le concours de votre parti. A la tribune, le Zougois avait rappelé que sa formation avait proposé cette idée à sept reprises depuis 2011, toujours sans succès notamment parce que les libéraux-radicaux ne l'avaient pas soutenue. Pourquoi avez-vous changé d'avis?**

Nous avons plutôt durci le ton. Sur le fond, mon parti a toujours plaidé pour un Etat svelte et une gestion rigoureuse de son budget. Le problème avec ce genre de motions, c'est qu'elles peuvent fixer un cadre trop rigide qui limite la capacité d'action du gouvernement. La raison pour laquelle nous nous sommes finalement ralliés à cette idée est la nécessité de mettre le Conseil fédéral davantage sous pression sur ce thème. Le réflexe de l'exécutif pour financer de nouvelles dépenses semble être devenu la hausse des prélèvements obligatoires, notamment la TVA. Au PLR, nous nous opposons à toute taxation accrue de la population et des entreprises.

■ **Justement, votre parti est d'accord avec l'exécutif pour investir fortement dans l'armée, mais pas avec le financement prévu – une hausse de la TVA de 0,8%. Le sénateur Joseph Dittli (PLR/UR) propose notamment qu'une part des bénéfices extraordinaires de la Banque**



Damien Cottier. «Le réflexe de l'exécutif pour financer de nouvelles dépenses semble être devenu la hausse des prélèvements obligatoires», estime le conseiller national neuchâtelois.

nationale suisse (BNS) soit investie dans le renforcement de la défense. N'est-ce pas contradictoire avec l'indépendance de la BNS à laquelle le PLR se dit attaché?

Il faut absolument éviter de mettre une pression politique sur la BNS. Nous maintenons cette position. Il s'agirait ici d'utiliser la distribution supplémentaire de ses bénéfices, qui sont de toute manière versés à la Confédération et sont aujourd'hui affectés au remboursement de la dette. Cela dit, il faut empêcher à tout prix une hausse des impôts. Nous appelons donc à suivre d'autres pistes et à être créatifs. En priorité, il s'agit de freiner la croissance continue des dépenses. Nous demandons ainsi au Parlement d'adopter le plan d'allègement budgétaire 2027-2029 dans l'ampleur voulue par le Conseil fédéral et à ce dernier de prévoir un nouveau programme d'économies pour les années suivantes. Si des mesures supplémentaires doivent être prises, alors la vente d'une partie des actions de Swisscom que détient la Confédération – ce

«Souvent, il vaut mieux s'abstenir d'élaborer de nouvelles lois.»

Damien Cottier
Conseiller national (PLR/NE)

que propose le PLR – me paraît une bonne idée: il n'est pas bon que cette dernière soit actionnaire majoritaire d'une entreprise qui se déploie fortement, avec des risques, à l'étranger.

■ **Lors de la dernière session, le conseiller fédéral Guy Parmelin avait déclaré que la hausse des dépenses était avant tout due au nombre croissant de tâches que le législatif confie à la Confédération. Ne serait-il pas temps pour le Parlement d'arrêter d'augmenter le nombre de lois?**

C'est notre travail de faire des lois, mais il est vrai que les Chambres ont aussi la compétence d'en supprimer ou d'en modifier certaines. J'ajouterai que les autres grands groupes

déposent plus de projets législatifs que le nôtre, selon les chiffres de la dernière législature. Le PLR voit la politique d'un autre œil que les autres partis: l'Etat ne doit pas répondre à chaque petit problème de la société par une solution ad hoc... voire une taxe! Il doit poser un cadre général, comme cela s'est longtemps fait dans ce pays. Souvent, il vaut mieux s'abstenir d'élaborer de nouvelles lois.

■ **L'excédent de 300 millions de francs dans les comptes 2025 de la Confédération annoncé la semaine dernière, soit 1,1 milliard d'écart par rapport au déficit de 800 millions budgété, ne relativise-t-il pas l'urgence de grands plans d'économies?**

C'est un trompe-l'œil occasionné par des rentrées fiscales extraordinaires à Genève pour 1,5 milliard. Cet effet ne durera pas. Et pour la première fois depuis plus de 20 ans, les dépenses de la Confédération ont été plus élevées que budgété. L'effort pour rapprocher la croissance des charges de celle des re-

cettes dans les prochaines années reste indispensable, à plus forte raison si l'on veut financer les coûts toujours plus importants dans les domaines de la prévoyance et de la sécurité.

■ **Au-delà de la maîtrise des dépenses, quels sont les grands projets du PLR pour la Suisse?**

Damien Cottier en huit dates clés

- 1975** Naissance à Neuchâtel
- 1997** Député au Grand Conseil neuchâtelois
- 2001** Master en lettres de l'Université de Neuchâtel
- 2003** DEA en relations internationales à l'IHEID
- 2008** Chef de la communication du PLR suisse
- 2010** Conseiller personnel du chef du Département fédéral des affaires étrangères Didier Burkhalter
- 2019** Conseiller national
- 2022** Chef du groupe PLR aux Chambres fédérales

Avant tout, faire face de manière pragmatique aux incertitudes mondiales actuelles et futures. Pour ce faire, la Suisse doit selon moi s'engager à tout prix dans trois chantiers. Premièrement, diversifier ses partenariats économiques et multilatéraux afin de garantir nos places de travail, car on voit bien à quel point les alliances sont fragiles et les équilibres peuvent changer. Deuxièmement, développer la sécurité intérieure et extérieure. Troisièmement, travailler sur les conditions cadre pour renforcer la productivité du pays, qui connaît déjà plusieurs obstacles: imposition minimale des grandes entreprises (OCDE), franc fort, coûts de production, droits de douane... Ce qui a fait le succès de la Suisse est en train de s'effriter. Un grand effort doit nous unir pour redresser la barre. Il y va de la prospérité de la classe moyenne, de nos emplois et de nos PME.

■ **Quel est le principal frein à la mise en place d'un tel programme?**

Le manque de volonté politique pour prendre des décisions parfois difficiles, mais raisonnables. La gauche n'a de cesse de vouloir accroître l'Etat, et l'UDC d'isoler la Suisse au détriment du bon sens. Quant au Centre, je le sens de moins en moins enclin à mener une politique de droite. Et il vote de plus en plus avec la gauche. A cet égard, le paquet d'allègement budgétaire sur lequel le National se prononcera la semaine prochaine sera un test grandeur nature pour l'ex-PDC: est-il prêt à faire des économies ou se contentera-t-il paresseusement de proposer encore de nouveaux impôts?

■ **Le Centre a proposé un contre-projet à l'initiative**

de l'UDC contre une Suisse à 10 millions d'habitants.

Pourquoi ne pas en avoir élaboré un au PLR? L'immigration est une préoccupation majeure de la population...

La vraie alternative à cette initiative, c'est une série de mesures structurelles qui ne peuvent être agglomérées dans un même paquet: adapter les infrastructures de transport, densifier le territoire, faciliter les autorisations de construire, former plus de médecins généralistes, raffermir la politique d'asile... Le texte de l'UDC n'apporterait aucune solution et générerait de nombreux problèmes, à commencer par le risque de mettre fin à notre relation bilatérale avec l'Union européenne (UE) et à notre participation aux accords de Schengen-Dublin, essentiels pour notre sécurité et la gestion de la migration. Cette initiative plongerait la Suisse dans un chaos économique, sécuritaire et migratoire.

« Si nous voulons maintenir notre niveau de vie, nous ne pouvons en tout cas pas nous permettre de travailler moins et nous devons d'une manière ou d'une autre partir à la retraite plus tard. »

Damien Cottier

■ La population veut bénéficier de plus de prestations de retraite, sans travailler davantage. Comment résoudre cette équation sans passer par les impôts?

En disant la vérité. Le constat que vous faites, nous devons l'établir aussi en tant que politiciens, quitte à être impopulaires. C'est pourquoi nous devons réapprendre à être responsables, et non pas dire aux gens ce qu'ils veulent entendre en proposant des solutions miracles... qui évidemment ne marchent pas. Comme quand on promet une 13^e rente AVS sans indiquer comment on va la financer. Maintenant, on a une réponse du Conseil fédéral: par la TVA! Si nous voulons maintenir notre niveau de vie, nous ne pouvons en tout cas pas nous permettre de travailler moins et nous devons d'une manière ou d'une autre partir à la retraite plus tard.

■ Votre parti est fortement divisé sur l'initiative «200 francs, ça suffit» ou la soumission du nouveau paquet d'accords entre la Suisse et l'UE à la double majorité. Comment interprétez-vous ces désaccords internes?

Le débat fait partie de l'ADN libéral-radical. Par ailleurs,

je pense que notre parti est beaucoup moins désuni que ce qu'on peut entendre. Nos membres sont alignés sur la plupart des grands sujets, comme on a pu le voir à notre dernière assemblée des délégués sur la sécurité ou la votation sur l'imposition individuelle. Concernant les accords avec l'UE, adoptés par nos délégués à une majorité de 75%, il s'agit de chercher le bon dosage entre la souveraineté politique et l'ouverture aux marchés extérieurs. C'est difficile, car le point d'équilibre n'est pas interprété de la même manière par tout le monde. Cela ne concerne pas que le PLR, mais toute la Suisse. Notre parti a cependant eu le courage d'avoir un débat large et ouvert sur le sujet, alors qu'on n'a toujours aucune idée de ce qu'en pense Le Centre, par exemple.

■ Vous incarnez au PLR l'une des principales voix pour défendre ces accords. Si la nécessité d'une bonne entente avec l'UE peut se défendre, surtout par les temps qui courent, n'exagérez-vous pas la portée économique de ce paquet?

Absolument pas. Certes, ces textes ne vont pas résoudre tous nos problèmes, mais l'enjeu est de ne pas en créer de nouveaux et de tout faire pour maintenir de bonnes conditions cadre! Dans ce monde si instable, la Suisse doit assurer la stabilité de sa relation avec son grand voisin et développer sur cette base un meilleur accès au marché européen, de loin son premier débouché. Sinon, Bruxelles a déjà averti qu'elle ne pourrait plus garantir le maintien de la voie bilatérale et risque de rechigner à la mise à jour de l'équivalence des normes techniques au commerce qui permettent aux entreprises suisses d'exporter comme si elles étaient basées dans l'UE. Un avantage de taille.

« Les Vingt-Sept représentent tout de même encore la moitié de nos exportations. »

Damien Cottier

■ Pourtant, la non-mise à jour de la reconnaissance mutuelle (ARM) entre la Suisse et l'UE en 2021 n'a pas empêché les entreprises medtech suisses de surperformer...

La santé des entreprises ne dit rien de l'emploi ou des investissements en Suisse! L'ARM, c'est ce qui donne du dynamisme au système. Il est notamment important pour que des sociétés s'implantent dans le pays qu'elles y créent des places de travail, qu'elles y investissent. Face aux obstacles, les entreprises trouvent

des solutions, c'est normal. Mais si c'est en investissant au Luxembourg ou en Allemagne plutôt qu'ici, alors ce n'est pas bon pour nous. Le risque de l'érosion des accords bilatéraux, c'est la désindustrialisation du pays. L'UE est un débouché dont la part des exportations a un peu diminué pour la Suisse, et c'est très bien que cette dernière diversifie ses partenariats, mais les Vingt-Sept représentent tout de même encore la moitié de nos exportations.

■ Vos conseillers fédéraux Karin Keller-Sutter et Ignazio Cassis ne sont pas les plus populaires du collège auprès du Parlement ou de la population... Vous qui avez vocation à les défendre, convainquez-nous en nous disant de quel élément de leur bilan respectif vous êtes le plus fier.

On ne devient pas conseiller fédéral pour être populaire. L'objectif de nos ministres est de servir la Suisse. Honnêtement, si l'on regarde le bilan de la centriste Viola Amherd ou de l'UDC Ueli Maurer, le PLR n'a pas à rougir... Karin Keller-Sutter mène une politique financière responsable qui permet de maintenir un cadre budgétaire sain et la compétitivité de notre économie et donc de notre prospérité, dans un contexte difficile. Quant à Ignazio Cassis, il mène la barque dans un océan de tempêtes, avec une ligne claire et consolidée, sans se mettre en scène, mais en agissant dans l'intérêt du pays.

■ Mais la neutralité suisse n'a jamais été aussi peu reconnue par les autres Etats!

C'est en partie vrai. Mais je ne pense pas que cela soit lié aux décisions de la Suisse, mais au repositionnement global dans ce monde en pleine mutation géopolitique. Dans ce contexte, il est logique que d'autres Etats cherchent à nous utiliser, pour leurs intérêts. Ce n'est pas pour autant que leurs critiques sont pertinentes. La Suisse continue pleinement à jouer son rôle particulier, on l'a encore vu il y a quelques jours à Genève avec des négociations sur l'Iran et l'Ukraine le même jour. Ou avec la présidence suisse de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, ce dont peu de pays peuvent s'enorgueillir aujourd'hui.

■ Et vous, êtes-vous prêt à intégrer l'exécutif demain si l'occasion devait se présenter?

(Sourire). La question ne se pose pas aujourd'hui: nos deux ministres font un excellent travail et ils sont bien en place. Mais ce qui est sûr, c'est que le jour venu il y aura au PLR des personnalités prêtes à s'engager pour le pays. ■